

<https://ricochets.cc/Le-passe-sanitaire-un-outil-de-plus-de-la-technoplice-au-service-de-la-surveillance-totale-de-nos.html>



# Le passe sanitaire, un outil de plus de la technoplice au service de la surveillance totale de nos corps

- Les Articles -

Publication date: samedi 21 août 2021

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**Sortons des fantasmes et des peurs déplacées, le passe sanitaire est bien pire que ce qu'on imagine généralement, car il fait partie des maillons essentiels de la banalisation et de l'extension de la technopolice.**



**Le passe sanitaire, un outil de plus de la technopolice au service de la surveillance totale de nos corps** Le passe sanitaire, un maillon de plus dans les chaînes de la technopolice

## **Passé sanitaire : quelle surveillance redouter ?**

**Les critiques du passe sanitaire dénoncent unanimement un « danger autoritaire ». Assez justement, la CNIL elle-même présente ce danger comme « le risque d'accoutumance et de banalisation de tels dispositifs attentatoires à la vie privée et de glissement, à l'avenir, et potentiellement pour d'autres considérations, vers une société où de tels contrôles deviendraient la norme et non l'exception ». Prenons un instant pour détailler ce danger et répondre à la question : de quel type de surveillance le passe sanitaire est-il l'expression ?**

Il existe déjà de nombreux « dispositifs attentatoires à la vie privée » contre la généralisation desquels nous luttons depuis des années : écoutes téléphoniques, fichage, caméras, drones, géolocalisation, logiciels espions... Pour comprendre et prévenir les dangers posés par le passe sanitaire, il faut le situer précisément au sein de cet écosystème. Certains outils de surveillance sont plus ou moins faciles à déployer, à plus ou moins grande échelle, de façon plus ou moins visible et avec des conséquences très variables. En comprenant dans quel mouvement technologique et à partir de quels outils pré-existants le passe sanitaire s'est construit, nous espérons lutter plus efficacement contre la banalisation du type de surveillance qu'il permet.

(...)

Elle permet notamment de confier à des dizaines de milliers de personnes non-formées et non-payées par l'État (mais simplement munies d'un smartphone) la mission de contrôler l'ensemble de la population à l'entrée d'innombrables lieux publics, et ce, à un coût extrêmement faible pour l'État puisque l'essentiel de l'infrastructure (les téléphones) a déjà été financée de manière privée par les personnes chargées du contrôle.

(...)

La crise sanitaire a très certainement facilité ces évolutions, mais son rôle ne doit pas être exagéré. Cet emballement dramatique des pouvoirs de l'État s'inscrit dans un mouvement d'ensemble déjà à l'oeuvre depuis plusieurs années, qui n'a pas attendu le coronavirus, et contre lequel nous luttons sous le nom de « Technopolice ». Il s'agit du déploiement de nouvelles technologies visant à transformer les villes en « safe cities » capables de réguler l'ensemble de l'espace public.

La Technopolice est l'expression d'évolutions technologiques qui, comme on l'a vu avec le cas du passe sanitaire, ont permis de rendre totales des formes de régulations qui, jusqu'alors, étaient plus ou moins ciblées. Prenons le cas emblématique des caméras : jusqu'à peu, la police était matériellement limitée à une politique de vidéosurveillance ciblée. Elle ne pouvait exploiter les enregistrements vidéo que pour analyser quelques situations ciblées, à défaut de pouvoir mettre un agent derrière chaque caméra 24 heures sur 24. De même, l'identification d'une personne filmée demandait des efforts importants.

Ces limitations ont depuis volé en éclat. La reconnaissance faciale rend presque triviale l'identification des personnes filmées (voir notre exposé). L'analyse automatisée d'images permet de détecter en continu tous les événements définis comme « anormaux » : faire la manche, être trop statique, courir, former un grand groupe de personnes, dessiner sur un mur... (voir par exemple les projets imaginés à Marseille ou à Valenciennes). Plus besoin de placer un agent derrière chaque caméra pour avoir une vision totale. Qu'il s'agisse du passe sanitaire ou de l'analyse d'image automatisée, dans les deux cas, la technologie a permis à des techniques ciblées de se transformer en outils de contrôle de masse de l'espace public.

(...)

l'inefficacité du passe sanitaire pourrait servir de prétexte pour le perfectionner, notamment en permettant aux contrôleurs non-policiers de détecter les échanges de passe. Comme vu plus haut, certains proposent déjà un nouveau système affichant le visage des personnes contrôlées. Une telle évolution nous livrerait la version pleinement aboutie et efficace du système de contrôle de masse rêvé par la Technopolice - et la police n'aurait presque plus à travailler pour contrôler les passes.

(...)

le passe sanitaire illustre des évolutions technologiques qui permettent à un mode de répression ancien (la répression par l'exclusion, illustrée notamment par le contrôle des personnes étrangères) de passer d'une échelle relativement restreinte à une échelle presque totale, concernant l'ensemble de la population et de l'espace public, afin de renvoyer à ses marges les personnes qui ne se soumettent pas aux injonctions de l'État.

Si, aujourd'hui, ces injonctions ne sont que d'ordre sanitaire, il faut encore une fois redouter que ce genre d'outil, une fois banalisé, soit mis au service d'injonctions dépassant largement ce cadre. Cette crainte est d'autant plus pesante que ce processus a déjà commencé au sein de la Technopolice, qui esquisse d'ores et déjà un mode de régulation social fondé sur la détection et l'exclusion de toute personne considérée comme déviante ou comme ayant un comportement « anormal » aux yeux de l'État et des entreprises de sécurité qui définissent ensemble et de manière opaque les nouvelles normes de comportement en société.

(...)

- Cet article en entier sur la Quadrature du net : [Passe sanitaire : quelle surveillance redouter ?](#)



**Le passe sanitaire, un outil de plus de la technopolice au service de la surveillance totale de nos corps** En Espagne, le passe sanitaire est interdit par la cour suprême

## ESPAGNE : LA COUR SUPRÊME INTERDIT LE PASS SANITAIRE

- Une mesure de ségrégation disproportionnée selon les juges

Il paraît, selon tous les média dominants, que s'opposer au contrôle numérique et policier de nos vies au

**nom du Covid est un délire de complotistes, d'extrémistes et « d'antivax ». Pourtant, chez nos voisins Espagnols, c'est la plus haute autorité de justice qui a décidé d'interdire le Pass Sanitaire.**

Explications : en Espagne, contrairement à la France, le pouvoir est décentralisé depuis la mort du dictateur Franco. Ce sont les régions autonomes qui décident des mesures sanitaires. Et de l'autre côté des Pyrénées, seule la région d'Andalousie, au sud du pays, avait décidé d'imposer le Pass Sanitaire pour l'accès aux restaurants, bars et boîtes de nuit. Première réponse judiciaire : le Tribunal supérieur de la justice d'Andalousie a bloqué cette mesure. Mercredi, c'est la Cour suprême espagnole a confirmé l'interdiction. L'institution est garante de la Constitution.

Selon les magistrats, le pass sanitaire serait contraire à la protection de la vie privée et discriminant. La Cour suprême espagnole estime que la mesure est « disproportionnée par rapport à la situation épidémiologique » et qu'exiger une preuve de vaccination pour l'accès à des lieux ouverts au public suppose de « ségréguer » des personnes qui ont « licitement choisi de ne pas se faire vacciner », puisqu'en Espagne comme en France, la vaccination n'est en principe pas obligatoire. La décision du gouvernement présenterait un risque « d'empêcher un nombre indéterminé de citoyens de profiter de leurs libertés que la Constitution leur garantit », argumente le tribunal.

La Cour suprême espagnole explique également que ce pass forcerait les personnes à faire des tests, qui constituent une « charge économique ». Le gouvernement français, libéral et autoritaire, a déjà tranché la question : il va supprimer le remboursement des tests. Ce qui est un non sens sanitaire absolu.

**En bref, en Espagne, régime politique pas vraiment réputé pour son laxisme régalien, il reste des contre-pouvoirs pour empêcher une mesure de contrôle liberticide inédite. Ce qui n'est pas le cas en France, où les plus hautes autorités judiciaires et politiques ont validé les caprices de Macron. Comme en matière de maintien de l'ordre, la France est l'un des pays les plus autoritaire d'Europe et du monde occidental.**

Post de Nantes Révoltée

PS:

► *En complément :*

- [Pass sanitaire : pas de grand complot, plutôt sauver la relance et l'économie de marché](#)  
« Dictature sanitaire », « Great reset », « Nouvel ordre mondial », « Volonté d'asservissement du peuple », les récits mobilisateurs distillés par les mouvements antivaccins, très actifs sur internet et dans les manifestations anti-pass sanitaire, prolifèrent depuis les annonces d'Emmanuel Macron du 12 juillet. Mais loin des fantasmes autour d'un dessein caché par un pouvoir occulte, si tout était bien plus simple. Les explications les plus simples sont souvent les meilleures. Pas besoin d'avoir recours à des théories censées dévoiler un complot invérifiable pour expliquer les décisions du gouvernement ou comprendre le monde dans lequel nous vivons. En matière de gestion de la crise sanitaire, l'observation des choix de l'exécutif au cours des 18 derniers mois suffit à rendre lisibles les choix d'Emmanuel Macron.
- [Sortons du « pass » et de l'impasse sanitaire](#) - Dépassé, le gouvernement choisit d'imposer une vaccination tous azimuts qui laisse de côté les éternels oubliés. Une autre approche est possible : une politique de santé de proximité qui vise prioritairement les publics vulnérables, estime la philosophe Barbara Stiegler, les députés François-Xavier Bellamy (LR) et François Ruffin (LFI) et des soignants.